

intéressant d'y montrer une application heureuse de la méthode sûre et prévoyante qui conduisit, durant toute cette période de 1895 à 1898, la politique étrangère de la République. Notre expansion coloniale avait soulevé, en Afrique et en Asie, une série de « questions », parfois très épineuses ; il était urgent de les résoudre ; et elles ne pouvaient l'être que l'une après l'autre, et, pour ainsi dire, l'une par l'autre, en commençant par les plus simples, pour finir par les plus complexes. Il était nécessaire, pour mener à bien une pareille tâche, d'embrasser tout l'ensemble de nos intérêts dans le monde, de saisir le lien qui unissait les différents problèmes que notre diplomatie allait aborder ; puis de sérier, et, en quelque sorte, de hiérarchiser les difficultés, pour les résoudre enfin, en profitant de nos alliances et des circonstances favorables qui pourraient se présenter. Ce fut l'œuvre, discrètement conduite et achevée, sans heurts et sans bruit, par M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, jusqu'au moment où la politique l'éloigna du pouvoir à l'heure même où, nos frontières africaines étant partout déterminées et la question du Niger définitivement réglée, celle du Nil restait seule et allait, à son tour, recevoir une solution. On sait comment ces dernières négociations, conduites dans un tout autre esprit et avec une tout autre méthode, aboutirent à la fatale convention du 21 mars 1899.

La guerre sino-japonaise, en 1895, avait provoqué l'« action commune » de la Russie, de l'Allemagne et de la France : cette entente permit au